



Le 31 août 2017

Express-inFO

Agenda « social » 2017/2019

Opération diversion ???



Résumé des épisodes précédents...et l'actualité !

29 juin 2017 : FO porte les attentes des personnels du MTES/MCT auprès des ministres. (retrouvez notre communiqué [ici](#))

CTM du 6 juillet 2017 : Sans apporter de réponse concrète aux préoccupations portées, Nicolas Hulot indique ne pas vouloir « dissimuler la misère » et la situation réelle de services du ministère, être sensible à la réduction importante des effectifs en contradiction avec l'élargissement des missions, le besoin de sens. Tout en évoquant un travail sur un agenda « partagé » et des modalités de dialogue social à la rentrée 2017. (retrouvez notre communiqué [ici](#))

31 août 2017 :
FO est reçue en bi-latérale par la Secrétaire générale de nos ministères sur la base d'un « projet d'agenda social 2017/2019 ».

Et FO pose sur la table les ingrédients pour un agenda qui serait vraiment social....et partagé !!

Pour un agenda « vraiment » social ...et partagé!! ([ici](#))



Différentes définitions possibles d'un agenda social :

1. « Plan d'actions concrètes couvrant l'ensemble des problématiques sociales des ministères, au bénéfice des agents et assorties de moyens et d'engagements politiques forts »
2. « Poudre aux yeux permettant de détourner l'attention des vraies problématiques sociales, d'afficher un soi-disant engagement des ministres pour les agents, d'exclure toute problématique « oubliée » des débats pendant 3 ans »

Autant dire que, au regard de l'ampleur des sujets mis sur la table par FO, **la coquille vide présentée à ce stade par l'administration entre bien dans la deuxième catégorie !!!**

D'autant que s'agissant des moyens, l'absence depuis plusieurs années d'enveloppes catégorielles démontre le caractère biaisé de l'exercice...

Alors même que l'agenda antisocial du gouvernement est lui bien garni et gratiné :

- surgels budgétaires appliqués dès 2017, impactant notamment l'action sociale (retrouvez notre communiqué [ici](#))
- pas de dégel du point d'indice et augmentation programmée de la CSG,
- individualisation renforcée des rémunérations,
- contournement du recrutement statutaire sur des fonctions dites « non régaliennes »,
- confirmation de la suppression de 120 000 postes, concentrées sur des ministères dits « non-prioritaires »
- rétablissement du jour de carence,
- perspective d'une remise en cause des régimes de retraites
- sans préjuger des impacts potentiels pour les fonctionnaires d'une loi Travail « taille patron » !

Dissection d'un projet vide d'engagements concrets et de moyens...mais riche en sous-entendus dangereux !

Des têtes de chapitre tentant maladroitement de donner le change aux préoccupations portées par FO...ne parvenant pas à masquer l'absence de moyens et d'ambition :

1- Conditions de travail et action sociale

- Prise en compte de la pénibilité et traçabilité de l'exposition à l'amiante : un serpent de mer ? Quid des EP concernés dont VNF ou le CEREMA? Une action là pour couvrir les manquements passés de l'employeur à ses obligations sur le sujet ?
- Accidentologie/prévention des risques et gestion des situations individuelles : quelle crédibilité vus les impacts de la Réforme Territoriale ou la fermeture de sites en DDTM ou CEREMA par exemple?
- Référencement des mutuelles : au vu du contexte interministériel, objectif clair d'exclure les mutuelles « historiques » et d'alimenter les assurances en crédits publics et clients captifs!
- Conditions de travail et temps de travail : rien de concret, et quelle volonté/marge de manœuvre réelle du ministère sur le droit à la déconnexion?

2- Projets de corps (nota : là où l'administration parlent des corps...enfin pas tous!)

- Personnels d'exploitation des travaux publics de l'État : adaptation du corps à la mise en œuvre du PPCR : en quoi cela répond(rait) à la question posée? Pourquoi ce serait au corps de s'adapter à PPCR? Et de toute façon, quelle marge de manœuvre du ministère ?
- Ouvriers de parc et ateliers : évolution statutaire : un serpent de mer ? Joug affiché DGAFP/Budget, aucune ambition globale, affichage presque explicite d'une mise en extinction?
- Ingénieurs des travaux publics de l'État : adaptation du corps à l'évolution des missions : L'administration est-elle capable de faire de la prospective sur les missions pour l'ensemble de la filière technique? Le chantier de mise à jour du projet stratégique de juin 2016 doit servir de chapeau à un ensemble de sous-chantiers devant conduire y compris aux évolutions réglementaires nécessaires au développement des carrières des ITPE à tous les niveaux de responsabilité.

Nota : les corps cités n'ont pas forcément de garantie de bénéficier d'un quelconque gain (voire pourraient être victimes d'effets co-latéraux sous-tendus)...et les autres apprécieront d'être passés sous silence (notamment tous ceux subissant aussi les effets induits par le duo PPCR/RIFSEEP !). Et rien sur la poursuite des plans de requalification...un silence qui en dit beaucoup ?

3- Opérateurs :

- Sortie du décret liste dérogatoire des établissements publics de l'environnement : gestion des conséquences en matière de recrutement et de gestion des personnels : rien sur les passerelles EP/Ministère et inversement ! Et juste une action pour couvrir les besoins de l'administration...

Nota : et les autres EP alors ? Pour FO, l'agenda social doit couvrir l'ensemble du périmètre des agents relevant du périmètre du CTM, hors DGAC pour laquelle FO demande la poursuite de la mise en œuvre du protocole social qui couvre la période 2016/2019.

4- Autres chantiers transversaux :

- Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations : Quelle crédibilité de l'administration au vu du bilan des actions de la charte 2014/2017 ? Quelle volonté réelle au-delà des affichages et effets de modes, quand le ministère refuse de revoir ses modalités de gestion du RIFSEEP en cas de mobilité (les pires du paysage interministériel!), réduit ses crédits dédiés à l'action sociale,...
- Mise en place d'une stratégie ministérielle de développement des compétences et de formation professionnelle : on apprend par ce biais l'existence d'une feuille de route ministérielle...on peut l'avoir ? Former c'est stratégique...mais reste à fixer un cap pérenne pour les missions et moyens. La seule action mise en avant est la formation à distance (pour faire des économies uniquement?). La stratégie ministérielle sera mise sous le joug du schéma directeur interministériel de formation...quelles marges de manœuvre ministrielles là aussi ? On ne peut pas parler de formation sans parler établissements de formation/écoles : FO réaffirme sa demande d'une stratégie pour les écoles ministrielles).

Aucun moyen ni ambition, aucun gain palpable pour les agents, des impasses majeures...non ce projet d'agenda n'est ni social, ni partagé par FO à ce stade!!!

FO attend la prise en compte de ses propositions dans la prochaine version du projet, annoncée pour fin septembre par la SG.